SEARCH Public Policy Report

Comment la Politique Européenne de Voisinage peut-elle enforcer l'intégration entre l'Union Européenne et les pays du voisinage: Nouvelles orientations politiques

Juillet 2014









Funded under Socio-economic Sciences & Humanities







Funded under Socio-economic Sciences & Humanities

Sharing KnowledgE Assets: InteRegionally Cohesive NeigHbourhoods

Comment la Politique Européenne de Voisinage peut-elle renforcer l'intégration entre l'Union Européenne et les pays du voisinage: Nouvelles orientations politiques

Rapport SEARCH de Politique Publique

Juillet 2014

SEPTIEME PROGRAMME CADRE

SSH – 2010

SCIENCES SOCIOECONOMIQUES ET HUMANITES

Projet de Recherche Collaborative PC7

Thème SSH-2010.2.2-1-266834 Les régions de l'EU et leurs interactions avec les régions du voisinage

Source de Financement: Projet de Recherche Collaborative 2011-2014

Coordinateur: Jordi Suriñach www.ub.edu/searchproject



Rapport SEARCH de Politique Publique

Rapport de politique publique du projet SEARCH – Sharing Knowledge Assets: Inter-regionally Cohesive Neighbourhoods Un projet du 7ème programme cadre européen (Ce rapport a été écrit par Nuala Moran) "I commend you for a job well done. There has been a tremendous amount of work, high standards of scholarship and modern methods of evidence gathering. The conclusions of each working package are pertinent, and the policy inferences are realistic and to the point."

Sergiu Celac, Ancien Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie, Membre du comité consultatif SEARCH, lors de la Conférence politique finale SEARCH, Istanbul, Turquie, 2 – 3 Juin 2014.

Avant-Propos

Maintenant plus que jamais, l'Union européenne a besoin d'une politique de voisinage efficace.

Avec les suites de la crise de l'euro qui résonne encore, le soutien accru pour les partis eurosceptiques et anti-immigration dans les Euroelections de mai 2014, et l'instabilité politique provoquée par les printemps arabes et l'annexion de la Crimée par la Russie, l'Union européenne fait face à un besoin urgent de politiques efficaces pour guider - et renforcer - ses relations avec les pays du voisinage de l'Europe.

Dix ans après son entrée en vigueur, les ambitions de base de la politique européenne de voisinage - en cherchant à établir des relations spéciales sur la base des valeurs de l'UE et à promouvoir les droits humains, la démocratie, la primauté du droit, la bonne gouvernance et le développement durable et inclusif - sont toujours aussi pertinentes.

Mais les tensions actuelles autour de la migration et les sables mouvants géopolitiques indiquent qu'il est temps de faire plus pour parfaire la politique en vigueur à la lumière de l'expérience, à la recherche de nouvelles approches et pour donner un nouvel élan à la politique de voisinage.

Relever ce défi incombe au Parlement européen nouvellement élu et à la Commission européenne nouvellement nommée, tous deux étant pleinement conscients de l'intérêt commun d'un renforcement des relations, associé à un accompagnement des pays du voisinage dans leurs réformes et leur renforcement interne.

Dans ce contexte, le projet SEARCH du 7^{ème} programme-cadre, mis en place pour conduire un ensemble de recherches visant à structure la politique qui permettra de renforcer l'intégration, vient de terminer ses travaux et d'élaborer ses recommandations en matière de politique.

Au total, les recherches menées dans le projet SEARCH suggère 77 recommandations politiques. Parmi celles-ci, 39 recommandations clés couvrant le commerce, les migrations, le transfert de technologie et la réforme des institutions ont été sélectionnées et testées.

Puis, avec l'aide du Comité consultatif d'experts SEARCH, une liste des 5 politiques qui génèrent à la fois le plus d'avantages et qui sont les moins difficiles à mettre en œuvre a été élaborée.

La liste est présentée dans ce résumé des principales conclusions du projet de recherche. Ce dernier a été écrit spécifiquement pour les nouveaux membres du Parlement européen, les nouveaux commissaires, et pour les décideurs et les analystes des organismes régionaux, nationaux et de l'UE et les organisations non gouvernementales qui sont chargés de la mise en œuvre la politique de voisinage. Il vise également à attirer l'attention des médias sur les questions soulevées, et à éclairer le débat public.

Aucun des dossiers qui attendent le nouveau Parlement et la Commission ne peut être traité sous un mode habituel, et cela est particulièrement vrai pour la politique européenne de voisinage.

Le projet, qui est conduit par des chercheurs de 19 institutions dans 14 pays de l'UE et du voisinage, fournit une base factuelle solide permettant de réévaluer et de redéfinir la politique européenne de voisinage.

Edward Bergman

Responsable de l'équipe Politique SEARCH

Tanja Sinozic

Membre de l'équipe Politique SEARCH

Jordi Suriñach

Coordinateur du projet SEARCH

Une introduction au contexte du projet SEARCH

Au cours des dix années qui se sont écoulées depuis sa création en 2004, la politique européenne de voisinage a accéléré et intensifié les échanges et les flux de capitaux entre l'UE et les pays du voisinage européen.

Cependant, il est également vrai que le mécanisme politique principal, en vertu duquel les accords de libre-échange avec l'Union européenne sont conditionnés par mise en œuvre, au sein du pays du voisinage, de changements politiques et institutionnels en ligne avec les valeurs fondamentales de l'UE, n'a pas généré les réformes escomptées.

En conséquence, il reste encore beaucoup à faire pour étendre des interactions économiques entre l'UE et ses voisins.

L'expérience de la politique européenne de voisinage au cours de la dernière décennie a également mis en évidence d'autres problèmes. L'intégration entre l'UE et ses voisins est déséquilibrée, et elle a favorisé, dans les pays du voisinage de l'Europe les capitales et les régions les plus dynamiques, laissant les régions les moins bien dotées encore plus loin derrière.

Dans l'ensemble, l'ambition de convergence est loin de devenir une réalité et l'idée que l'UE puisse réaliser l'intégration économique avec ses voisins doit être réexaminée.

Si on met de côté les lacunes de la politique européenne de voisinage en soi, il est essentiel de noter qu'il ya eu des changements importants au cours des dix dernières années dans l'environnement dans lequel elle opère.

Si la crise de l'euro a ralenti le rythme de l'intégration, la réaction de la Russie à la signature par l'Ukraine d'un accord d'association avec l'UE a remis en question l'objectif de renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité de l'UE en créant un cercle de pays politiquement et économiquement stables autour de ses frontières. Avec l'entrée en fonction d'une nouvelle Commission et d'un nouveau Parlement, cela milite pour une réévaluation fondamentale de la politique européenne de voisinage.

Ce rapport final du projet SEARCH arrive donc à un moment très opportun. Il est basé sur plus de 100 articles de recherche originaux à partir desquels - avec l'aide d'experts de l'UE et des pays du voisinage - une série de recommandations de politique a été extraite.

The SEARCH findings, "Could not have been more timely," Yuri Borgmann-Prebil, Responsable du projet SEARCH à la Commission européenne, lors de la Conférence politique finale, Istanbul, 2-3 Juin 2014

La portée du projet SEARCH, son impact sur les politiques et les perspectives de recherche futures

Alors que les études universitaires antérieures sur la politique européenne de voisinage étaient axées sur le commerce, le projet SEARCH a également examiné la question des migrations, le rôle joué par la politique de voisinage sur l'amélioration de l'environnement institutionnel, les voies par lesquels la diversité culturelle peut promouvoir l'innovation, et les inter-relations entre l'innovation et le capital social.

Le projet SEARCH a réuni pour cela une équipe de recherche véritablement multinationale, réunissant des universitaires de toute l'UE et des pays voisins que sont Israël, le Maroc, la Russie, la Turquie et l'Ukraine.

Ce réseau universitaire reste en place et la base de connaissances créée par SEARCH est ouverte à tous sur le site Internet du projet. Ces importantes ressources sont disponibles pour les décideurs politiques, et prêtes à être appliquées à de futures recherches sur la relation entre l'UE et les pays du voisinage.

En effet, en démontrant que la recherche scientifique peut alimenter la politique, le projet SEARCH jette des bases importantes pour l'objectif Horizon 2020 de veiller à la pertinence des projets au regard des besoins sociétaux, et souligne le fait que l'impact sur les politiques est aussi important que l'excellence scientifique.

L'impact est un élément central de SEARCH. A partir des 100 articles de recherche et des notes d'orientation et mémoires d'implications politiques, 77 orientations stratégiques ont été identifiées et examinées par les membres de l'équipe, qui a retenu 39 recommandations de politiques susceptibles d'avoir l'effet le plus significatif.

Ces recommandations ont ensuite été analysées par des experts externes en provenance des pays du voisinage qui les ont évaluées en fonction de leur aptitude à s'appliquer à des contextes régionaux divers, de leurs avantages relatifs et de leur facilité de mise en œuvre.

Pour déterminer la pertinence des recommandations de politique issues de SEARCH, des experts en politique et les fonctionnaires ont été invités à répondre aux questions suivantes :

- Dans quelle mesure la politique proposée est-elle adaptée aux réalités de terrain rencontrées dans votre région ?
- Dans quelle mesure cette politique est-elle susceptible de bénéficier à votre région ?
- Cette politique serait-elle facile à mettre en œuvre ?

Au total, 12 politiques commerciales, 11 politiques migratoires, 7 politiques d'innovation et 9 politiques institutionnelles ont été retenues. Dans l'ensemble, les politiques d'innovation ont été considérées comme les plus appropriées et comme offrant le plus d'avantages pour les régions des pays voisins de l'Europe.

"Politicians want that evidence presented to them should be actionable," Sergiu Celac, ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie, membre du conseil consultatif SEARCH, lors de la Conférence politique finale, Istanbul, le 2 - 3 Juin 2014.

Les cinq politiques SEARCH les plus pertinentes

Il s'agit clairement de trouver un compromis entre la pertinence d'une politique du point de vue de l'UE et la difficulté de sa mise en œuvre du point de vu du pays voisin de l'Europe. Les cinq recommandations ci-dessous apparaissent comme étant à la fois souhaitables et faciles à mettre en œuvre:

1. L'UE devrait tenir compte des différences régionales dans la capacité d'innovation des pays du voisinage dans la formulation de ses politiques.

La perspective de flux de connaissance transfrontaliers plus intenses est très importante pour les pays du voisinage. Toutefois, ils peinent à être attractifs et à profiter pleinement de ces avantages potentiels. Les politiques visant à promouvoir la circulation des connaissances et l'innovation doivent par conséquent être adaptées en fonction de ces différences et de ces difficultés.

"While it is clear there is no one size fits all policy, the European Neighbourhood Countries can learn from each other. "That's very important. You can look and see what policies were effective,", Iurii Bazhal, Université nationale de Kiev-Mohyla et membres du conseil consultatif SEARCH, lors de la Conférence politique finale, Istanbul, le 2 - 3 Juin 2014.

2. L'UE devrait rendre les transferts de fonds des migrants plus attractifs en réduisant les frais de transfert et la double imposition.

Ce serait une victoire facile car le projet SEARCH a montré que les envois de fonds des migrants promeuvent le développement économique et financent l'éducation dans les pays du voisinage.

3. La politique européenne de voisinage devrait viser à encourager le développement de d'infrastructures plus performantes pour réaliser des transferts électroniques d'argent.

Faciliter le transfert d'argent permettrait d'accroître et de promouvoir les effets positifs des transferts de fonds.

La conférence SEARCH d'Istanbul a eu lieu à la suite des élections européennes qui ont vu les partis d'extrême-droite, anti-immigration et eurosceptiques accroître leur part de voix et leur nombre de députés. Ce changement dans d'opinion doit être pris en compte dans l'élaboration de recommandations de politique générale, a déclaré Torek Farhadi, Conseiller principal, Financement du commerce pour les PME, Centre du commerce international, qui a suggéré que l'immigration est "plus digeste" si elle est liée à la réussite économique.

4. Construire des canaux pour diffuser les connaissances à l'intérieur et entre les pays du voisinage de l'Europe et l'Union européenne.

Les travaux du projet SEARCH identifient deux manières de faciliter la diffusion des connaissances. La première consiste à promouvoir la compréhension mutuelle des différentes cultures et des langues afin de réduire les obstacles à la communication et rendre plus facile les collaborations.

Deuxièmement, permettre aux étudiants en provenance des pays du voisinage d'étudier dans l'UE et d'être stagiaires dans les entreprises de l'UE, et réciproquement, encourager les étudiants européens à aller dans les pays du voisinage afin d'étudier et d'acquérir une expérience professionnelle.

"Une condition préalable centrale de rattrapage dans les sphères économiques, sociales et politiques est l'acquisition et la création de connaissances et de la technologie," Stefano Usai, Université de Cagliari, en Italie et SEARCH chercheur, prenant la parole à la Conférence politique finale, Istanbul, 2 - 3 Juin 2014.

La mobilité des étudiants est déjà reconnue comme l'un des principaux mécanismes de diffusion des connaissances au sein de l'UE et est soutenue par un certain nombre de programmes de l'UE. L'étendre à des pays du voisinage est un moyen puissant pour promouvoir l'échange de connaissances et renforcer le capital social.

"La Turquie est passée à [une économie] de moyenne technologie grâce à l'union douanière [avec l'UE]. Mais pour passer de la moyenne technologie à la haute technologie, il faut un engagement plus important – et plus profond – dans les droits de propriété intellectuelle, les partenariats de recherche , les co-publications scientifiques, les co-inventions "Ozan Ocar, de la Fondation de recherche de politique économique de Turquie, à la Conférence politique finale, Istanbul, le 2 - 3 Juin.

5. Augmentation de l'aide technique et les investissements dans les pays du voisinage afin de promouvoir le développement d'un environnement favorable à l'innovation

L'ambition de promouvoir des réformes institutionnelles globales a été ébranlée par l'expérience et les bouleversements du printemps arabe et l'annexion par la Russie de la Crimée. Plutôt que de chercher à agir sur l'ensemble du cadre institutionnel, la politique européenne de voisinage devrait se centrer sur les réformes qui génèrent des améliorations à long terme dans les institutions nécessaires au soutien de la formation et de la croissance des entreprises.

Perspective de l'Union du Maghreb arabe

Après le printemps arabe, l'Union du Maghreb tend à renouveler sa mission et à relancer le processus d'intégration économique mis en marche lors de sa formation en 1991. Certains de ses comités et organes sont actifs, d'autres sont en cours de mise en place ; un accord commercial pour établir un marché commun, décidé en 2010, est en phase de mise en œuvre et une banque est prête à être lancée pour financer les infrastructures et le commerce, ainsi que le décrit M. Redi El Merini de l'Union du Maghreb arabe.

En l'état, le Maghreb est "le quartier le moins développé au monde," avec des défis majeurs de développement, tels que le chômage élevé des jeunes, la vulnérabilité au changement climatique, les gouvernements sous pression, les problèmes de sécurité, et ainsi de suite. "Le

Maghreb travaille à la résolution de ces difficultés ; il a besoin de soutiens important, en particulier en provenance de l'UE ", a déclaré El Merini.

Bien que l'UE entretienne des relations bilatérales avec les différents pays du Maghreb, il doit y avoir un lien UE/Maghreb pour soutenir l'intégration et permettre au Maghreb d'apprendre de l'expérience de l'UE. La politique européenne de voisinage pourrait être appliquée au Maghreb, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la gouvernance. Tel est ce que El Merini a déclaré à la Conférence politique finale à Istanbul, le 2 - 3 Juin.

Les cinq principales recommandations politiques sont approuvées par le Conseil consultatif SEARCH.

Les autres recommandations de politique couvrant quatre domaines de la politique européenne de voisinage - et les travaux de recherche qui les sous-tendent - sont discutés cidessous et dans le rapport de SEARCH politique finale (http://www.ub.edu/searchproject/wpcontent/uploads/2014/05 / SEARCH-livrable-6.5.pdf).

Les quatre domaines sont:

- Commerce et investissement direct à l'étranger
- Mobilité et migration
- Innovation et flux de connaissances
- Construction des institutions et capital social

Commerce et investissement direct à l'étranger: Recommandations politiques

Recommandation politique 1: L'UE doit calibrer plus finement les conditions et les concessions en fonction des circonstances spécifiques à chaque pays du voisinage.

L'UE a mis les incitations commerciales au centre de la politique de voisinage, mais pour comprendre l'intérêt de ces incitations et pour structurer la politique future, il est essentiel de comprendre le volume, la valeur et le type de flux commerciaux bilatéraux actuels.

Il s'avère que, à l'exception de l'énergie, le commerce entre (ci-dessous désignée) l'UE27 et les pays européens du voisinage, était stable entre 2000-2010, ce qui soulève la possibilité que les conditions que l'UE impose soient un élément dissuasif pour convenir d'un accord commercial.

Recommandation politique 2: Les concessions commerciales, les incitations et le soutien devraient se concentrer sur le commerce croissant entre les pays du voisinage et les États membres de l'UE à revenu moyen et faible.

Dans l'ensemble, SEARCH montre que les échanges avec l'UE contribuent à la croissance du produit intérieur brut dans les pays du voisinage. Mais il y a une curieuse anomalie, en ce que cela s'applique uniquement lorsque les échanges sont réalisés avec les États membres à revenu moyen et faible. Lorsque la part du commerce, en pourcentage du PIB, avec un membre à revenu élevé augmente, l'impact sur le commerce du pays européen du voisinage devient négatif.

Cela donne à penser que la politique devrait se concentrer sur la promotion du commerce entre les pays voisins et les nouveaux membres de l'UE.

Recommandation politique 3: Les tentatives visant à promouvoir la diversification industrielle dans les pays voisins devrait d'abord se concentrer sur les secteurs leaders en termes d'exportations. À plus long terme, la politique devrait se concentrer sur l'amélioration de l'écosystème d'innovation pour soutenir la formation et la croissance des entreprises. La levée des restrictions commerciales renforcerait ces deux mesures de long et de court terme.

Sauter dans une nouvelle industrie n'est pas la bonne voie pour réussir une diversification de la production et des exportations. Au lieu de cela, les pays doivent s'appuyer sur les forces existantes et se déplacer dans des domaines connexes. Comme le montre le projet SEARCH, les produits connexes ont un effet important, à la fois pour maintenir un avantage comparatif dans les produits établis et pour se diversifier vers de nouveaux produits.

En conséquence, la politique à court terme devrait se concentrer sur le développement de secteurs étroitement liés. À plus long terme, il est important de promouvoir le développement des institutions et des capacités qui favorisent la création d'entreprise et la croissance.

Recommandation politique 4: Persistance de la promotion des réformes visant à faire des pays du voisinage des destinations attractives pour les IDE, en mettant l'accent sur les droits de propriété, des systèmes juridiques et le renforcement des cadres institutionnels.

Les pays voisins de l'Europe attirent des niveaux d'IDE similaires à ceux des Etats membres de l'UE, même si actuellement, ils peuvent manquer de la plupart des supports et des protections qui sont disponibles pour entreprises dans l'EU28. Malgré cela, il a été montré par le projet SEARCH que la qualité des institutions économiques et de la gouvernance est un moteur des décisions d'investissement.

Compte tenu de cela, SEARCH conclut que continuer à promouvoir des réformes institutionnelles est susceptible de stimuler davantage l'IDE dans les pays voisins.

Non seulement une gouvernance forte attire les capitaux internationaux, mais il est également fondamental pour stimuler les économies nationales, ce qui à son tour, constitue un attrait supplémentaire pour les investisseurs étrangers.

Recommandation politique 5: Assurer le plus grand potentiel d'IDE en provenance de l'UE - vis-à-vis des capitaux étrangers provenant d'autres sources - est mis en évidence dans les discussions et les négociations sur le commerce et les réformes institutionnelles. Dans le même temps, la politique européenne de voisinage devrait considérer le fait que les disparités régionales sont intensifiées par les IDE.

Les résultats de SEARCH montrent que les IDE en provenance de l'UE présentent ce que les chercheurs appellent un «avantage productif», sur les investissements issus d'autres provenances, car ils génèrent des retombées plus substantielles pour les entreprises nationales.

Pour l'instant, la valeur des retombées des IDE doit encore être maximisée, ce qui suggère que davantage de capitaux génèreront davantage de bénéfices. Ces futurs gains de productivité et la croissance qui peut découler des IDE provenant de l'UE devraient être mis en avant lors de la proposition d'accords commerciaux en contrepartie de réformes institutionnelles.

Cependant, il est également important que la politique de l'UE mette l'accent sur l'aide aux pays de son voisinage pour corriger les disparités régionales résultant des IDE.

"L'UE n'est pas le Père Noël. Nous sommes là pour faire le bien, mais nous voulons aussi nous occuper de nos propres intérêts", a déclaré Jussi Narvi, Division PEV Service d'action extérieure de l'UE et membres du Conseil consultatif du projet SEARCH, en commentant l'étude de SEARCH sur les modèles d'interactions économiques entre l'UE et Pays du voisinage, et les politiques visant à accroître le commerce et l'IDE, lors de la Conférence politique finale, Istanbul, le 2 - 3 Juin ici 2014.

Disparités régionales et IDE en Ukraine

Dans le cadre du projet SEARCH, 153 entreprises étrangères implantées dans trois régions de l'Ukraine en 2012 ont été enquêtes, pour comprendre la motivation de leurs décisions

d'investissement. Les investisseurs sont plus enclins à investir dans la région de la capitale de Kiev, plutôt que dans les régions limitrophes de Lviv et Kharkiv, en raison de la taille du marché, d'un meilleur accès aux ressources et de la meilleure qualité des institutions dans la capitale. Lviv, qui est plus proche de la frontière de l'UE, a une forte concentration de capital qui tire les **IDE** à la recherche main-d'œuvre. humain. de Quant à elle, la région de Kharkiv à la frontière orientale conserve son infrastructure industrielle de l'ère soviétique et continue d'attirer des investissements étrangers de sociétés de la Communauté des États indépendants, renforçant ainsi des relations commerciales établies de longue date.

L'attractivité d'un environnement économique de meilleure qualité à Kiev pour les investisseurs étrangers soulignent la nécessité pour la politique européenne de voisinage de soutenir des mesures qui visent à réduire les disparités régionales. Cet enseignement politique issu du cas de l'Ukraine pourrait éclairer d'autres pays du voisinage ayant des structures et des niveaux de développement économique et institutionnel régionaux similaires. Il souligne également la nécessité de contrebalancer le respect des normes de l'UE par des programmes ciblés de soutien pour améliorer les compétences, la construction d'infrastructures technologiques et pour favoriser la formation et la croissance des PME.

Mobilité et migration: Recommandations politiques

Recommandation politique 1: Promouvoir la concurrence inter-régionale et internationale du travail qualifié en réduisant les obstacles institutionnels à la circulation des personnes hautement éduquées entre l'UE et les pays du voisinage et soutenir leur participation à des réseaux de recherche.

Les données recueillies par le projet SEARCH indiquent que les programmes européens comme Erasmus Mundus, Marie Sklodowska-Curie et le Conseil européen de la recherche, qui favorisent la mobilité de chercheurs et de scientifiques hautement qualifiés, peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'innovation dans les régions les moins développées.

Toutefois, la distance et les conditions différentes restent des obstacles pour les chercheurs qualifiés qui pourraient autrement être persuadés de déménager. Accroître la transparence des procédures de recrutement, améliorer de la transférabilité de l'assurance santé et la prévoyance, et réduire les différences de taxation au moyen d'accords bilatéraux, pourrait réduire ces obstacles.

Il a été montré que les collaborations de recherche au sein de l'UE réduisent les frictions qui limitent la mobilité de la main-d'œuvre et cet avantage pourrait être étendu si le programme Horizon 2020 et d'autres programmes de recherche englobaient dans leur périmètre les pays voisins.

Recommandation politique 2: Mettre en place un programme pour évaluer les niveaux de compétences des migrants et fournir une assistance dans le transfert de compétences à de nouveaux marchés.

Le projet SEARCH a montré que les immigrants en provenance de pays voisins sont

susceptibles d'être mieux éduqués que les autochtones et qu'il existe un risque qu'ils soient piégés dans des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés. La politique d'immigration doit intégrer des critères formels de niveaux d'éducation et d'adéquation aux besoins du marché du travail, comme par exemple, dans le système de points de l'Australie.

Il devrait également y avoir un système d'évaluation et de reconnaissance des compétences étrangères et une aide apportée aux immigrants qualifiés afin qu'ils puissent transférer leurs compétences à de nouveaux marchés du travail.

Recommandation politique 3: Politiques ciblées pour attirer des travailleurs qualifiés dans les capitales.

Comme les travailleurs hautement qualifiés ont tendance à se concentrer dans les capitales et leurs régions, le talent ne peut pas être utilisé comme moyen de promotion de la convergence économique. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il soit logique de cibler les politiques visant à attirer des travailleurs hautement qualifiés sur les capitales et l'UE pourrait promouvoir les efforts pour attirer des personnes hautement qualifiées pour les capitales des pays du voisinage.

Recommandation politique 4: S'assurer que les migrants sont au courant des conditions du marché du travail dans les pays de destination.

Il existe une relation entre les conditions du marché du travail et les migrations. L'effet de l'évolution du marché du travail devrait être pris en compte dans l'élaboration des politiques de migration. Par exemple, l'augmentation du salaire minimum peut attirer plus de natifs vers l'activité, et attirer dans le même temps plus de migrants.

La politique d'immigration doit donc être calibrée en fonction des conditions du marché du travail et les informations doivent être mises à la disposition des candidats à l'immigration.

Recommandation politique 5: La politique d'immigration doit tenir compte des cycles économiques.

La crise financière a suscité de nouvelles vagues de migration. Dans le même temps, le projet SEARCH a montré que les immigrants en provenance de pays voisins ont plus de risque que les natifs de perdre leur emploi en raison de ralentissement économique ou de la récession. Pour les pays d'accueil, et, par extension, l'UE dans son ensemble, la présence d'un grand nombre d'immigrants sans emploi présente un risque.

SEARCH fournit un bon cadre théorique sur les migrations, la plupart des résultats étant en cohérence avec les résultats des enquêtes que nous avons menées, a déclaré Ummuhan Bardak, spécialiste du marché du travail à la Fondation européenne pour la formation. Cependant, il est difficile de « tirer des conclusions communes à partir d'une telle diversité géographique », a déclaré Bardak à la Conférence politique finale à Istanbul le 2 - 3 Juin 2014.

Cela souligne la nécessité pour la politique européenne de voisinage de prendre en compte

l'impact des cycles financiers. Il serait par conséquent pertinent pour l'UE d'investir dans l'augmentation de l'employabilité des candidats à l'émigration, et l'accélération du rythme de leur assimilation.

Recommandation politique 6: Comprendre les attitudes envers les migrants.

La confiance à l'égard des migrants varie à travers l'UE, les répondants aux enquêtes en Europe occidentale se souciant des menaces en termes de bien-être économique et social, tandis que les répondants des nouveaux Etats membres de l'UE s'inquiètent davantage des risques de l'immigration sur la culture locale. Dans ce contexte, l'UE et les pays voisins ont besoin de comprendre les craintes spécifiques et de garder ces facteurs à l'esprit lors de l'élaboration de la politique d'immigration.

Recommandation politique 7: Faire en sorte que les envois de fonds servent à la promotion du développement économique et de l'éducation dans les pays voisins.

Le travail effectué dans le cadre du projet SEARCH indique que les envois de fonds contribuent au développement des pays d'accueil, et notamment que ces fonds sont souvent utilisés pour payer les études. Il est donc suggéré que des mesures pour aider les gens à faire des transferts de fonds fassent partie intégrante de la politique d'immigration.

L'envoi d'argent par les migrants pourrait être facilité par la promotion de la fourniture l'infrastructure de transfert électronique d'argent, la réduction des frais et l'élimination de la double imposition. D'après les résultats SEARCH, si les migrants sont encouragés à faire des transferts plus importants, moins fréquemment, cela devrait stimuler les prestations de services de transferts.

Recommandation politique 8: Stimuler les migrations temporaires.

En parallèle des mesures visant à accroître les transferts de fonds, la stimulation des migrations temporaires de personnes hautement qualifiées, qui versent plus d'argent, permettrait à la fois d'éviter un exode permanent des cerveaux et d'avoir un gain financier supplémentaire pour les pays voisins.

Dans le même temps, les migrations temporaires peuvent mieux répondre aux exigences du marché travail des pays d'accueil au cours du cycle économique. Les migrants de retour repartiront avec de nouvelles compétences, de l'expérience et des contacts.

Connaissance et Innovation: Recommandations politiques

Recommandation politique 1: Encourager la diffusion des connaissances entre l'UE et les pays voisins en favorisant la compréhension mutuelle des langues et de la culture.

Une collaboration est favorisée lorsque les gens parlent une langue commune, la politique de voisinage de l'UE devrait par conséquent favoriser l'apprentissage des langues et la compréhension des différentes cultures. En particulier, SEARCH souligne le potentiel des pays francophones à construire des réseaux de connaissances communs. Il est suggéré que les MOOCs (cours en ligne massivement ouverts) pourraient être utilisés comme un outil pour promouvoir l'apprentissage des langues et le partage des connaissances.

Recommandation politique 2: Equilibrer les flux et la mobilité des étudiants.

Cela permettrait d'assurer des flux de connaissances à double sens. En outre, la mobilité des étudiants ne devrait pas être limitée aux études universitaires, mais elle devrait également passer par des stages en entreprises.

Recommandation politique 3: Promouvoir la production et la diffusion des connaissances par et entre, les universités, dans des secteurs spécifiques, et dans des entreprises spécifiques, et permettre aux pays du voisinage de prendre part aux programmes cadres de R&D.

Prendre part à des réseaux de collaboration, tels que ceux qui sont financés par les programmes-cadres de R&D, apparaît comme un moyen d'augmenter et d'améliorer de manière significative la productivité de la recherche, sans qu'il soit nécessaire que les partenaires de la collaboration soient géographiquement proches.

Dans cette perspective, mettre les universités de haute qualité et des institutions de recherche publique des pays du voisinage au centre des réseaux de collaboration de recherche pourrait avoir un effet positif sur la productivité d'une région.

Permettre aux universités des pays du voisinage de participer aux programmes-cadres pourrait constituer le cœur des politiques de développement économique régional qui visent à attirer les laboratoires des entreprises liées à la spécialisation de la recherche, et soutenir le développement des compétences et le développement des infrastructures.

L'ouverture des programmes-cadres pour les entreprises des pays voisins augmenterait leur capacité à adopter des technologies produites à l'extérieur.

Recommandation politique 4: Les compétences d'abord ; la R&D ensuite.

SEARCH a montré qu'il est, toutes choses égales par ailleurs, plus important d'investir dans les compétences que dans la R&D, car cela favorise à la fois la création interne de connaissances et l'absorption de connaissances qui ont été générées à l'extérieur. Globalement, l'impact d'une main-d'œuvre bien formée sur l'activité d'innovation est beaucoup plus grand que l'impact des budgets de R&D formelle.

Recommandation politique 5: Supprimer les principales contraintes pesant sur l'innovation.

Les lois sur les droits de propriété intellectuelle et sur le mouvement des matières scientifiques et des échantillons chimiques et biologiques varient d'un pays du voisinage de l'Europe à l'autre, ce qui entrave la coopération.

Lors du soutien au développement de cadres juridiques nationaux, la politique européenne de voisinage devrait promouvoir les normes internationales. En particulier, les règles nationales sur l'importation et l'exportation d'échantillons scientifiques sont un obstacle important à la coopération scientifique et technologique avec les pays voisins.

Recommandation politique 6: Mettre en place des formations en gestion de l'innovation et en entrepreneuriat dans les pays du voisinage.

Promouvoir l'échange d'informations entre les institutions des Etats membres qui ont une expertise en gestion de l'innovation et en entrepreneuriat permettrait aux pays du voisinage de développer ces compétences clés. Il devrait également y avoir des canaux pour partager les expériences sur les questions législatives, fiscales et de propriété intellectuelle qui ont un impact sur la politique d'innovation, pour identifier les meilleures pratiques et les obstacles, à la fois dans les Etats membres de l'UE et dans les pays du voisinage.

Recommandation politique 7: Encourager les joint-ventures, les alliances stratégiques et les fusions et acquisitions en réduisant les risques associés aux investissements directs à l'étranges et en encourageant les entreprises innovantes de l'UE à lancer des opérations dans les pays du voisinage.

L'innovation peut être générée par l'IDE et le commerce. En fait, les joint-ventures, les alliances stratégiques et fusions-acquisitions représentent un canal essentiel pour orienter les investissements en matière d'innovation vers les pays du voisinage et renforcer la compétitivité des marchés des pays du voisinage.

Dans cette perspective, la PEV devrait adopter des mesures pour réduire les risques pour les investisseurs étrangers découlant de l'incertitude et de l'instabilité dans les pays du voisinage, et aider les pays voisins à rendre leurs marchés plus ouverts et plus concurrentiels.

Les travaux SEARCH ont constaté qu'il y a un nombre croissant de brevets avec des cocitations entre l'UE et les pays du voisinage, attestant d'une plus grande collaboration dans la recherche et la commercialisation. Cette tendance devrait se renforcer avec l'accroissement des montants des IDE et de l'ouverture commerciale.

La politique européenne de voisinage doit tenir compte des différences régionales en matière de capacités d'innovation. Il devrait y avoir un effort de stimulation des exportations à court terme, en se concentrant sur les sociétés des pays du voisinage ayant le plus de chances de succès sur les marchés étrangers.

Identifier quelles politiques ont été mises en œuvre dans quel pays, « donnera une idée de la facilité avec laquelle une politique [particulière] peut être mise en œuvre », a déclaré Danny Shefer, Centre d'études régionales et urbaines, Technion-Israel Institute of Technology et membre du conseil consultatif SEARCH. Une politique peut être parfaitement raisonnable, mais impossible à mettre en œuvre, de sorte que chaque suggestion de politique doit être étiquetée avec la probabilité de succès. « Ce serait un outil plus utile pour determiner où faire des efforts, » a commenté Shefer à la Conférence politique finale, à Istanbul, le 2 - 3 Juin 2014.

Renforcement des institutions et capital social : Recommandations politiques

Recommandation politique 1: Redynamiser la politique européenne de voisinage.

De nombreux pays du voisinage de l'Europe restent faibles dans les classements internationaux en matière de démocratie, de droits de l'homme, de bonne gouvernance, de primauté du droit et d'économie de marchés ouverts, ce qui appelle à un renouvellement de la Politique européenne de voisinage et un nouveau souffle pour répondre à ces déficits.

L'accès à des données de bonne qualité est l'un des éléments qui sous-tend toutes ces réformes. Les chercheurs du projet SEARCH ont rencontrés des difficultés importantes pour accéder à des données fiables, et ils ont fait des recommandations pour améliorer la situation. Dans le même temps, les responsables de la PEV sont incapables de faire des évaluations fiables des circonstances exactes auxquelles ils ont affaire, ce qui rend difficile l'adaptation de ces politiques.

Alors qu'il peut paraître évident que des institutions solides et le capital social sont sources de développement, le contrat SEARCH a le mérite d'avoir apporté des preuves quantitatives concernant les domaines suivants:

- L'importance du capital social et de la qualité des institutions pour la croissance économique;
- Le rôle du capital social dans l'innovation et l'esprit d'entreprise;
- La façon d'appliquer la politique européenne de voisinage pour influencer la qualité des institutions dans les pays du voisinage de l'Europe;
- La manière d'adapter les politiques en fonction de la situation spécifique individuelle des pays du voisinage;
- La façon d'aborder la disparité dans les systèmes éducatifs de l'Union européenne et les pays voisins.

L'« indice de qualité institutionnelle des services publics » indique qu'à ce jour, la politique européenne de voisinage a eu une influence positive sur certains aspects des réformes institutionnelles, par exemple, il y a eu des améliorations considérables de la qualité de l'éducation en Ukraine et de la capacité d'innovation en Moldavie.

Cependant, ailleurs la photo n'est pas aussi encourageante, et la convergence est loin d'être une réalité. Le danger est que le processus de réforme soit à bout de souffle, ce qui montre là encore la nécessité d'un effort renouvelé de la politique de voisinage.

Recommandation politique 2: Participer à des institutions informelles.

Autant d'attention devrait être accordée aux institutions informelles (par exemple des réseaux personnels) qu'aux institutions formelles. Les deux sont nécessaires pour l'émergence d'une économie de marché viable.

Recommandation politique 3: Soutenir la restructuration de l'enseignement professionnel et les systèmes de formation.

Le projet SEARCH mis en lumière une inadéquation entre l'offre de compétences et la demande du marché du travail dans les pays du voisinage de l'Europe, indiquant un besoin de restructuration et de réforme.

Entre autres recommandations, il devrait y avoir des incitations à se recycler pour les travailleurs âgés, à faire plus de formation professionnelle pour les entreprises, ainsi que des mesures pour ouvrir le marché du travail aux femmes et pour encourager les entreprises à prendre davantage de jeunes travailleurs.

Recommandation politique 4: Adapter les politiques destinées à renforcer le capital social de chaque pays.

La nécessité de comprendre les moteurs propres à chaque pays est exemplaire dans le cas du capital social.

Le projet SEARCH a montré qu'en général, les niveaux de confiance augmentent avec le développement économique global et la hausse des revenus, ce qui semble indiquer que les politiques favorables à la croissance devraient favoriser le développement du capital social. Cependant, dans les pays, y compris la Serbie et l'Ukraine, avec des niveaux de bien-être initial faibles, l'augmentation des revenus est associée à un faible niveau de confiance dans les institutions et une moindre acceptation des normes sociales.

En effet, dans certains nouveaux Etats membres, dont la Bulgarie, la Hongrie et la Lettonie, la confiance dans les institutions s'avère plus faible que dans certains pays du voisinage de l'Europe, même si ces États membres se trouvent dans une phase de développement pour laquelle on s'attendrait à ce que la hausse des revenus favorise des niveaux plus élevés de confiance.

Recommandation politique 5: Accroître la participation à des réseaux et les collaborations.

Le capital social et l'innovation sont étroitement liés. Les contrats professionnels et sociaux, qui sont établis lors des collaborations sont importants à la fois pour la diffusion des connaissances et pour le renforcement du capital social.

Les universités et le secteur privé devraient être encouragés à prendre part à des collaborations et former des réseaux avec leurs pairs à travers l'UE. Ils pourraient par exemple être invités à prendre part à Horizon 2020. L'approche multidisciplinaire guidée par

des défis qui est initié dans ce dernier programme-cadre réunira des scientifiques et des décideurs politiques de différents horizons, permettant de créer des liens entre les disciplines et au sein des régions.

Recommandation politique 6: Traiter séparément les secteurs en fonction de leurs niveaux d'opportunité technologique.

Dans les industries axées sur le savoir, tels que de logiciels et les technologies de l'information et de la communication, une main-d'œuvre culturellement diversifiée de personnes ayant des compétences similaires génère des niveaux élevés de l'innovation.

Cependant, dans les industries de basse technologie, où la diffusion des connaissances importe davantage que la création de connaissances, la diversité culturelle de la population active a un impact plus faible sur l'innovation. Il est plus important dans ces secteurs que les compétences soient complémentaires.

Recommandation politique 7: Libéraliser l'environnement des affaires pour encourager les PME.

Beaucoup de pays voisins n'ont toujours pas de cadre institutionnel de base permettant à l'esprit d'entreprise de s'épanouir, à de nouvelles entreprises de se former et aux entreprises déjà en place d'investir et se développer.

En plus de la stabilité macroéconomique et les droits de propriété, cela appelle une structure d'appui institutionnel pour les PME. Il faut d'une part des institutions formelles afin de surveiller et de faire respecter les lois de la concurrence, et d'autre part des institutions informelles qui renforcent la confiance et soutiennent le développement de vastes réseaux de partenariats d'affaires.

Recommandation politique 8: remédier aux désajustements sur le marché des compétences / du travail.

Il existe un décalage évident entre les compétences qui sont enseignées et les exigences du marché du travail chez les travailleurs de niveau intermédiaire de l'enseignement secondaire dans de nombreux pays du voisinage.

Cela appelle à une réforme des établissements secondaires professionnels afin d'en améliorer l'efficacité.

L'enseignement supérieur doit également bénéficier d'une attention particulière, car il y a une demande croissante de travailleurs hautement qualifiés. Améliorer la qualité de la formation des adultes et la formation continue permettrait de répondre à la demande pour des compétences nouvelles requises par les nouvelles technologies et le changement structurel.

Recommandation politique 9: Mettre l'accent sur les modalités pratiques pour dépolitiser l'alignement juridique.

Les tentatives formelles de la Politique européenne de voisinage d'harmonisation les lois ont, pour une raison ou une autre, perdu de leur crédibilité.

Les travaux issus du contrat SEARCH recommandent, plutôt que de se concentrer sur le plan politique, de mettre l'accent sur le commerce. Le renforcement de la coopération, le resserrement des liens institutionnels et la mise en réseau à un niveau technocratique favoriserait l'alignement sur les questions liées au commerce et dépolitiserait les efforts de rapprochements réglementaire et législatif.

Dans le même temps, des incitations commerciales devraient être réorientées vers la réforme du commerce et des cadres réglementaires, plutôt que de se concentrer sur la réforme politique. Les tentatives visant à harmoniser les droits de propriété intellectuelle devraient abandonner le « one size fits all », et adopter une approche plus équilibrée, bilatérale. Le commerce se doit d'être l'objectif principal des accords bilatéraux sur les droits de propriété intellectuelle, dans le but d'assurer la coordination des procédures judiciaires et des mécanismes de dépôt.

La plus grande incitation pour les pays du voisinage à se lancer sur la réforme institutionnelle est adhésion à l'UE, a noté Kamile Yuksel Gurdal, République de Turquie Ministère des Affaires de l'UE. Entre 1999 (date où la Turquie est devenue un pays candidat) et 2005, d'importantes réformes ont été mises en oeuvre. Maintenant, alors que le processus d'adhésion s'amenuise et que l'UE risque par conséquent de perdre en crédibilité. "La force motrice pour la transformation institutionnelle en Turquie est l'adhésion de l'UE. [La Turquie] n'adoptera les valeurs de l'UE que si une lumière brille au bout du chemin ", a déclaré M. Gurdal lors de la Conférence politique finale à Istanbul, le 2 - 3 Juin 2014.

Test de la validité des recommandations de politique du contrat SEARCH

Bien que les chercheurs aient confiance dans la méthodologie et le processus d'examen qui sous-tendent les recommandations de politique du contrat SEARCH, ils ont soumis leurs résultats à une évaluation plus poussée. L'objectif était d'illustrer les points sur lesquels les recommandations politiques spécifiques s'inscrivent dans les cadres plus larges de référence. En particulier:

- 1. Quelle est la pertinence des politiques spécifiques à des régions ENC ? Quels concepts sont considérés par les experts externes des ENC comme étant applicables et quels sont ceux qui ne le sont pas ?
- 2. Dans quelle mesure les quatre grandes zones de la politique se chevauchent, et sontelles potentiellement complémentaires?
- 3. Comment les fonctionnaires européens peuvent-ils élaborer des portefeuilles stratégiques de concepts politiques à partir des quatre catégories?

En plus de l'expertise externe, comme décrit précédemment dans le rapport, deux autres tests - text-mining et modélisation de l'impact des politiques - ont été utilisés dans l'évaluation.

Ces tests de validité des recommandations politiques, le guide pour le regroupement stratégique des recommandations autour de différents domaines pour créer des synergies et maximiser l'impact; ainsi que l'utilisation d'une technique robuste et éprouvée pour modéliser les impacts, ajoutent à la valeur et à l'utilité des résultats du contrat SEARCH.

Perspectives finales issues de SEARCH et orientations politiques futures

An tant que l'un des principaux instruments de la politique économique de l'UE, la politique européenne de voisinage est sans doute à repenser. En mettant les changements géopolitiques et la crise financière de côté, SEARCH a mis en évidence la nécessité d'un nouvel état d'esprit.

La politique de voisinage ne devrait pas commencer par imposer les valeurs européennes. Au contraire, les pays du voisinage doivent être considérés comme des partenaires (égaux), actuels et futurs, et la politique devraient se concentrer sur les facteurs en amont qui améliorent la capacité d'un pays à absorber des connaissances externes. C'est la voie pour améliorer les capacités nationales, promouvoir la croissance économique et rendre les pays voisins plus compétitifs.

Le projet de SEARCH a généré des résultats empiriques qui aideront les décideurs à réorienter la politique européenne de voisinage pour répondre aux besoins de l'UE et de ses voisins.

En résumé, les résultats de ce projet vont:

- Élargir le champ des politiques, fondées sur des évidences empiriques, à la disposition des décideurs de la politique de voisinage;
- **Stimuler** l'utilisation de grands groupes de politiques stratégiques comme moyen de structurer les choix politiques;
- Améliorer les chances que les potentiels d'ajustement, de retombées et de mise en œuvre des politiques soient considérés;
- **Documenter** une refonte et une réévaluation de la PEV par le Parlement européen nouvellement élu, par les commissaires européens nouvellement nommés et par les fonctionnaires des ENC.
- Permettre aux ENC d'améliorer leurs positions de négociation
- Aider à définir l'agenda de recherche du prochain Horizon 2020.

Suppléments

1. Vue d'ensemble et objectifs du projet SEARCH

L'Union Européenne (UE) a progressivement établi des accords de partenariat pour renforcer la cooperation avec ses voisins. En 2004 la Politique Européenne de Voisinage (PEV) a été mise en place avec pour objectif d'éviter l'émergence de nouvelles lignes de division entre l'UE élargie et les pays du voisinage immédiat de l'Europe (ENC), en s'efforçant d'apporter la paix, la prospérité et la stabilité à tous. Les accords de partenariat ont été dans certains cas difficile à négocier en raison d'oppositions internes quant aux bénéfices escomptés des réformes ou parce que la valeur de l'intégration tend à se réduire avec l'arrivée de la crise financière. Dans les cas extremes, certains ENC se sont entièrement retires des négociations de partenariat, l'Ukraine notamment et tragiquement, mais aussi l'Arménie, face aux mesures prises par la Russie pour promouvoir sa propre politique de voisinage. Ce rapport tente de documenter les principaux facteurs affectant le potentiel d'intégration, en menant des recherches fondées sur l'observation empirique des mécanismes sous-jacents et en présentant des déductions politiques dignes d'un examen approfondi.

L'objectif principal du projet SEARCH est de renforcer l'intégration entre l'UE et les pays de la politique européenne de voisinage en mettant l'accent sur le potentiel du voisinage européen de la recherche (ERN). Le projet SEARCH analyse l'impact de la PEV sur l'intégration de l'UE et des ENC en termes de commerce et de flux de capitaux, sur la mobilité et le capital humain, sur les activités technologiques et la diffusion de l'innovation, et sur l'environnement institutionnel. Le but est de faciliter une meilleure compréhension des conditions qui caractérisent le cadre institutionnel des ENC et leurs interactions économiques avec l'UE en regard de leur population, de leur capital, de leur commerce, de leurs connaissances et innovations. SEARCH vise à améliorer la mise en œuvre de la PEV, étant entendu que les recommandations politiques de type "one-size-fits-all" sont inappropriées compte tenu de la nature bilatérale des accords UE-ENC.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Fournir un cadre de compréhension théorique et empirique des relations entre l'UE et les ENC.
- Mener une étude théorique et empirique des modèles d'interaction économique entre l'UE et les ENC et estimer l'impact infra-national (ou régional) de ces interactions.
- Analyser le rôle des migrations du travail et leurs conséquences économiques et sociales (coûts et bénéfices) à la fois pour l'UE et les régions voisines.
- Etudier dans quelle mesure la performance innovante des régions (UE-27 et NC-16) dépend de la capacité endogène de création de connaissances ou de la capacité à absorber, adopter et imiter les connaissances et les innovations des autres régions.
- Identifier l'impact des modifications apportées aux structures institutionnelles des ENC et des régions sur les perspectives (a) d'amélioration du développement économique et de la cohésion sociale, et (b) d'intégration plus poussée avec l'UE et, en particulier, avec les nouveaux États membres (NMS).
- Extraire des lignes directrices spécifiques au pays pour les décideurs politiques de l'UE et des ENC pour soutenir le développement de niveaux plus élevés d'intégration économique afin de renforcer la croissance, la compétitivité et la cohésion des deux zones.

• Diffuser les résultats de la recherche à la fois aux décideurs et aux chercheurs universitaires, aux niveaux Européen, national et régional, afin d'améliorer à la fois l'élaboration des futures politique de voisinage et la recherche universitaire à venir dans la région.

Le projet SEARCH (http://www.ub.edu/searchproject) est organisé en 8 blocs (work packages). Les six premiers portent sur les questions de recherché et de politique et leurs objectifs sont listés ci-dessous :

WP		Objectifs
WP1	CONTEXTE PEV : PASSE, PRESENT ET FUTUR	Fournir un cadre d'analyse théorique, empirique et politique aux work packages WP2-WP6, afin d'établir les bases des relations entre l'UE et les ENC.
WP2	FLUX COMMERCIAUX ET CHOIX DE LOCALISATION	Réaliser une étude théorique et empirique de la structure des interactions entre l'UE et les ENC, pour prévoir les tendances futures et identifier les effets des niveaux plus élevés d'intégration économique sur la croissance, la compétitivité et les perspectives de cohésion des deux zones.
WP3	MOBILITE DES PERSONNES ET CAPITAL HUMAIN	Analyser le rôle actuel et futur des migrations du travail et ses conséquences économiques et sociales (coûts et avantages), tant pour la destination (régions de l'UE) que pour les régions d'origine (ENC). Une attention particulière doit être accordée au rôle des actifs incorporels, y compris le capital humain, l'entrepreneuriat et la diffusion des technologies.
WP4	ACTIVITES TECHNOLOGIQUES ET DIFFUSION DE L'INNOVATION DANS L'UE ET INTERACTIONS AVEC LES REGIONS VOISINES	Etudier la performance d'innovation des régions (UE-27 et NC- 16) afin de déterminer dans quelle mesure cette performance dépend de la capacité endogène de création de connaissances, d'une part, et de la capacité d'absorption des régions pour adopter et imiter, d'autre part.
WP5	ENVIRONNEMENT INSTITUTIONEL	Etudier l'état actuel de l'environnement social, culturel et institutionnel dans les ENC et les régions; identifier l'impact des changements en cours sur les perspectives d'amélioration du développement économique, de la cohésion sociale, et d'intégration avec la zone UE.
WP6	POLICY ISSUES AND RESEARCH IMPLICATIONS: TOWARD AN INTEGRATED ERN POLICY POSTURE	Identifier et analyser les recommandations politiques avec l'objectif de contribuer aux décisions politiques fondées sur l'observation empirique et aux politiques européennes de voisinage de la recherche.

2. Liste des institutions impliquées dans SEARCH

- 1. Université de Barcelona. AQR Research Group, Espagne
- 2. Urban and Regional Research Centre Utrecht, Pays-Bas
- 3. Université de Thessaly, South and East European Development Center, Grèce
- 4. Centre for North and South Economic Research, University of Cagliari, Italie
- 5. London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni
- 6. Vienna University of Economics and Business, Institute of Regional and Environmental Economy, Autriche
- 7. Brunel Law School, Royaume-Uni
- 8. Centre de Recherches Economiques de l'Université de Saint-Etienne, France
- 9. Center for research in Economic Policy. University of Pécs, Hongrie
- 10. Institute of Economic and Cultural Geography, Leibniz University of Hannover, Allemagne
- 11. Université de Tartu, Estonie
- 12. The State University, Higher School of Economics, Russie
- 13. Université de Cady Ayyad, Maroc
- 14. International Centre for Black Sea Studies, Grèce
- 15. European Institute of the Mediterranean, Espagne
- 16. Hebrew University of Jerusalem, Israel
- 17. The Scientific and Technological Research Council of Turkey, Turquie
- 18. Bournemouth University, Royaume-Uni
- 19. Science And Technology Policy Research Center Middle East Technical University, Turquie

3. Membres du comité consultative SEARCH

- 1. M. Iurii Bazhal, Chef du Département Economie, Université Nationale de Kyiv-Mohla Academy, Ukraine.
- 2. M. Jussi Närvi, DG Relations Exterieures de la Commission Européenne, Direction D, Coordination du Secteur de la Politique Européenne de voisinage, Belgique.
- 3. M. Daniel Shefer Kunin-Lunefeld, Chaire en Economie Urbaine et Régionale, Centre d'Etutes Urbaines et Régionales, Institut de Technologie Technion-Israel, Haifa, Israel.
- 4. M. Sergiu Celac, Ancien Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie, Consultant Senior, Centre National pour le Développement Durable, Bucharest, Roumanie.
- 5. M. Ivan Bortnik, ancien délégué Ministériel à la Science, Président du bureau de la Fondation Russe d'Aide aux Petites Entrerpises Innovantes, Russie.
- 6. M. Norbert Pap, Professeur Associé, Chef du Departement de Géographie Politique et de Développement Regional, Université de Pécs, Hongrie.
- 7. M. Ernst Aichinger, Représentant du pays pour le Ministère fédéral autrichien aux affaires Européenne et Internationales, Chef du Département pour la Coopération Scientifique et Technique, Autriche.
- 8. Mme. Sana Jelassi, Conseillère en genre, UNRWA, Amman, Jordanie.





































